



Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Meilleurs vœux pour 2001

2001, une année clé

Le Conseil européen de Nice a été l'occasion d'une nouvelle étape dans le long processus de prise en compte des services d'intérêt général comme composante essentielle de l'intégration européenne :

- d'une part en adoptant la Charte des droits fondamentaux, dont l'article 36 stipule que l'Union en reconnaît et respecte l'accès,

- d'autre part en approuvant une déclaration qui développe les principes contenus dans l'article 16 du traité et invite à approfondir ces questions d'ici le Conseil européen de décembre 2001.

Force cependant est de constater que, comme pour la réforme des institutions, ces textes du Conseil de Nice relèvent surtout d'une logique de compromis entre des préoccupations davantage nationales qu'euro-péennes et manquent singulièrement d'ambition et d'objectifs mobilisateurs.

La Charte ne garantit pas l'accès de chacun aux services d'intérêt général et son contenu n'a aucun caractère contraignant.

La déclaration souligne, en complément du traité, le rôle des services d'intérêt général pour la compétitivité globale de l'économie européenne rendue attractive par la qualité de ses infrastructures et le haut degré de formation des travailleurs ; elle met l'accent sur la protection des intérêts des consommateurs, la sécurité des usagers, le développement durable, les principes de neutralité, de liberté et de proportionnalité, le caractère abordable et transparent de prix, l'attachement à un égal accès à des services de qualité, ou la nécessité d'une évaluation régulière de la manière dont sont assurées les missions.

Mais au lieu de placer ces principes à égalité et en interaction avec les règles de concurrence, la déclaration répète la hiérarchie jusqu'ici dominante : « l'application des règles du marché intérieur et de la concurrence doit permettre aux services d'intérêt économique général d'exercer leurs missions dans des conditions de sécurité juridique et de viabilité économique qui assurent entre autres les principes d'égalité de traitement, de qualité et de continuité de ces services ».

Par ailleurs, la déclaration reconnaît que « les Etats membres sont libres de définir les missions ainsi que les modalités de gestion des services », mais dans le cadre « du respect des règles du marché intérieur et de la concurrence », dont la responsabilité incombe à la Commission. De même, le Conseil propose « d'assurer une plus grande prévisibilité et une sécurité juridique accrue », mais celles-ci sont à sens unique, puisque c'est « dans l'application du droit de la concurrence ».

Compte tenu de l'échéance de décembre 2001 définie pour approfondir ces questions, l'année qui commence ...

Best wishes for 2001

2001, a very important year

The European Council of Nice provided another occasion for achieving a further step in the long process of taking into account services of general interest as an essential element in the European integration:

- on the one hand by adopting the Charter of fundamental rights, article 36 of which stipulates that the Union acknowledges and respects its access,

- on the other hand by approving a declaration which elaborates principles included in article 16 of the Treaty and calls for an in-depth examination of these questions before the European Council of December 2001.

However, one observes that, just as it was the case with the reform of Institutions, these texts of the Council of Nice are essentially based on a compromise between preoccupations that are more of national than European nature and, they seriously lack in motivating ambition and objectives.

The Charter does not ensure access of everyone to services of general interest and its content is not in any way binding.

To add on to the Treaty, the declaration underlines the role of services of general interest in the global competitiveness of the European economy which has become attractive thanks to the quality of its infrastructure and the high level of training of its workers: it insists on the protection of consumers' interests, safety of users, long lasting development, principles of neutrality, liberty and proportionality, affordability and transparency of prices, attachment to equality of access to quality services and the necessity of a regular evaluation of the way in which missions are carried out.

However, instead of putting these principles on equal footing and in interaction with the rules of competition, the declaration holds on to hitherto dominant hierarchy: "the application of the rules of the Internal Market and of competition must enable services of general economic interest to carry out their missions under conditions of legal protection and economic viability which ensure, among other things, the principles of equality of treatment, quality and continuity of such services".

Further, the declaration acknowledges that "Member States are free to define missions as well as management modalities of these services" within the framework "of the respect of the rules of Internal Market and competition" which is the responsibility of the Commission. Also the Council proposes to "ensure a longer foresight and enhanced legal security", however, these will only be one way, because it is only "in the application of the competition rights".

In the perspective of the December 2001 Council, intended to examine these questions in depth, the year that commences must be taken as the occasion to develop ideas and allow interventions by all social actors, at the European level, ...

doit être l'occasion de développer les réflexions et interventions de tous les acteurs sociaux au plan européen, afin de poursuivre le rééquilibrage de l'intégration européenne et de donner toute leur place aux services d'intérêt général. C'est le vœu que formule le CELSIG et auquel il consacrera son action, notamment en préparant le 3^e forum des acteurs sociaux sur les services d'intérêt général pour l'automne prochain.

Pierre Bauby, Jean-Claude Boual et Katherine Varin

Transports

Le Conseil du 20 décembre :

- ♦ a adopté des positions communes sur le contrôle des navires et les sociétés de classification, en s'engageant à appliquer dès à présent certaines dispositions des directives s'y rapportant, à améliorer dès à présent le contrôle des sociétés de classification des navires. L'adoption d'une position commune sur l'élimination des navires à simple coque a été reportée à la session de juin, mais l'engagement a été pris de procéder unilatéralement à un retrait de ces navires s'il n'y a pas d'accord en avril lors de la réunion de l'Organisation maritime internationale (OMI).

- ♦ a entériné l'accord sur la libéralisation du rail conclu avec le Parlement européen dans le cadre de la procédure de conciliation. Cet accord, qui doit être adopté formellement par le Parlement fin janvier, prévoit l'ouverture à la concurrence du fret ferroviaire sur le réseau transeuropéen en 2003 et sur l'ensemble du réseau en 2008. "Le droit d'accès à ce réseau sera garanti aux entreprises ferroviaires titulaires d'une licence et il est assorti d'une harmonisation des conditions tarifaires et de normes de sécurité élevées."

- ♦ a adopté des conclusions par lesquelles il accueille favorablement la proposition de règlement présentée par la Commission pour la création d'une Autorité européenne pour la sécurité aérienne de l'aviation civile (EASA) qui sera chargée de la certification des produits aéronautiques et de contrôler l'application de celle-ci. La position commune sera approuvée en juin 2001. Préalablement, les instances techniques s'assureront que l'Agence sera dotée des pouvoirs nécessaires à l'exercice de ses responsabilités et que sa responsabilité juridique sera clairement délimitée.

- ♦ n'est pas parvenu à un accord sur le lancement de la phase opérationnelle du système européen de positionnement par satellite (Galileo). Après des débats difficiles, Le Conseil a souhaité pouvoir avancer en avril prochain et qu'une structure intérimaire de gestion soit mise sur pied d'ici là.

- ♦ est parvenu à un accord sur le temps de travail des chauffeurs routiers : harmonisation de la durée hebdomadaire de travail à 48h, pouvant être portée à 60 dans certaines conditions ; définition du "temps de travail", "temps de disponibilité", "travail de nuit". Les transporteurs indépendants (environ 1/3 des routiers européens) sont exclus de la réglementation pour une période de cinq ans. La Commission fera rapport sur les conséquences de cette exclusion dans quatre ans.

Il a, également, adopté des conclusions sur "l'attestation uniforme du conducteur" destinée à lutter contre le dumping social des chauffeurs employés illégalement dans l'UE.

Cet accord, conclu à la majorité qualifiée (opposition de l'Irlande, de la Grande-Bretagne et du Portugal), clôt des négociations engagées depuis septembre 1998.

in order to carry on with the readjusting of the European integration and to accord services of general interest their rightful place. It is the wish expressed by CELSIG and to which it intends to devote its action particularly in preparing the 3rd Forum of Social Actors on services of general interest that will take place in autumn this year.

Pierre Bauby, Jean-Claude Boual and Katherine Varin

Transports

The Council of December 20th :

- ♦ adopted a common stand concerning the control of vessels and of firms involved in the classification by promising to apply, without delay, certain requirements of relevant directives in order to improve, as soon as possible the verification of firms involved in the classification of vessels. The adoption of a common stand on the eradication of single hull vessels was postponed to the June session, however, an engagement was taken to unilaterally go ahead with the withdrawal of such vessels, if no agreement is reached in April, during the meeting of the International Maritime Organisation (IMO).

- ♦ ratified the agreement concerning the liberalisation of railways, reached with the European Parliament in the framework of the procedure of reconciliation. This agreement which is going to be formally adopted by the Parliament end January, provides for the opening to competition of railways freight on the trans-European network in 2003 and on the whole network in 2008. The right of access to this network will be reserved to those railways enterprises that have licences and will include a harmonisation of rates as well as high security norms.

- ♦ adopted conclusions by which it favourably welcomes the regulation proposition presented by the Commission for the creation of a European Aviation Safety Authority (EASA) which will be responsible for the certification of aeronautical products and verification of its application. A joint stand on the issue will be approved in June 2001. Prior to this, experts will work on the technicalities to ensure that the agency will have the necessary powers to exercise its responsibilities and that its legal status will be clearly defined.

- ♦ did not reach any agreement on the launching of the operational phase of the European Satellite Navigation System (Galileo). After difficult debates, the Council wished it could make some progress in April and that a temporary management structure should be set up before then.

- ♦ reached agreement on working hours for lorry drivers: harmonisation of weekly working hours to 48 hours with the possibility of extension to 60 hours per week under certain conditions; definition of "working hours", "availability time", "nocturnal work". Independent transporters (about 1/3 of European road transporter) will not be concerned by the regulation for a period of five years. After four years, the Commission will make a report on the consequences of this exclusion.

It also adopted a conclusion on the "standardised certification of drivers" in order to fight against the social dumping of drivers employed illegally in the EU.

This agreement, reached by qualified majority (opposition by Ireland, Great Britain and Portugal) marks the end of negotiations that have been going on since September 1998.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.